

avec les œufs frais pour la table. Malgré ces importations, le prix des œufs produits au Canada a largement dépassé celui des années précédentes.

Le ministère, toutefois, surveille constamment toutes sortes d'importations pour voir à ce que nos lois sur l'importation soient respectées et les mesures nécessaires seront prises au cas où il y aurait des preuves d'importations superflues.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR—L'INTENSIFICATION DES ÉCHANGES AVEC LES ANTILLES

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Albert): Mon intervention de ce soir se rapporte au débat du mardi 24 mai sur les Antilles, aux questions posées sur la conférence des Antilles tenue le 20 mai à Halifax et surtout à la rencontre au sommet prévue pour juillet à Ottawa.

Puis-je signaler ici que, si j'aborde ce sujet ce soir, c'est que l'Association des parlementaires du Commonwealth se réunit en ce moment. J'arrive de la réunion où nombre de députés ont dit ce qu'ils pensaient de la situation grave du Commonwealth. A cette occasion, le premier ministre a parlé de la conférence à venir et il a annoncé une déclaration. J'y suis sensible, mais je tiens à vous parler un instant de la conférence d'Halifax et je suis heureux que le ministre du Commerce soit ici ce soir, car il y a assisté.

Différentes déclarations ont été publiées à l'issue de la réunion d'Halifax. Je relèverai notamment les propos d'un éminent spécialiste de la question des Antilles, le professeur de sciences politiques de l'Université Acadia, M. D. G. L. Fraser, qui a déclaré entre autres que le gouvernement canadien avait dit bien des inepties sur les Antilles. Il a ajouté qu'on a toujours fait des promesses, mais elles sont restées platoniques.

D'une façon générale, on a reproché au Canada de se désintéresser des Antilles depuis des années. Je songe aux déclarations du ministre du Commerce à la réunion. Après avoir dit avec insistance dans sa province natale qu'il était en faveur de tout ce qui serait bon pour les Maritimes, il a fait cette généralisation par trop absolue qui, pour moi, ne veut rien dire. Il a dit en effet que les réunions sur les Antilles qui auront lieu en juillet ont été proposées pour favoriser la création de liens plus fructueux avec les Antilles dans le domaine économique.

Je soutiens, monsieur l'Orateur, qu'il faut décider une fois pour toutes que nous avons

[L'hon. M. Greene.]

des intérêts importants dans les Caraïbes. Le gros facteur, c'est le commerce. Le ministre a le devoir de nous dire qu'il est résolu de faire quelque chose lors de cette conférence. Il y a longtemps que ces conférences ont lieu. La population antillaise se tourne vers nous.

Beaucoup de députés ont parlé de la question, monsieur l'Orateur, et cela a été un de mes sujets préférés. Le ministre des Travaux publics a maintes fois, dans le passé, proposé des projets de résolution relativement à cette question. C'est notre dernière chance. Si nous ne réussissons pas à faire quelque chose cette fois-ci, le communisme sera l'unique solution. Je ne fais que signaler au préalable l'importance de cette rencontre. Il faut faire quelque chose et j'aimerais voir le ministre du Commerce prendre la parole et dire qu'il est fermement décidé à prendre des initiatives. Maintenant qu'il est revenu à la politique et qu'il est à la tête du ministère du Commerce, il a vraiment l'occasion de faire quelque chose pour les provinces Maritimes, pour sa province natale, et d'encourager ces rapports qui sont tellement importants pour le Commonwealth.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, les remarques que je viens d'entendre au sujet de l'importance des rapports entre le Canada et les Antilles m'ont vivement intéressé. Je doute qu'un autre député soit plus étroitement associé que moi à cette région, au sens économique ou autrement, ou qu'il ait plus de raison de s'intéresser au bien-être des Antillais. Car, comme je l'ai dit à Halifax, si ce n'avait été du commerce des produits de la pêche entre ma ville natale de Lunenburg et les Antilles, ma vie aurait été fort différente. Peut-être ne serais-je même pas né. Ainsi, je sens vraiment qu'il est urgent de faire quelque chose à la fois pour le Canada, particulièrement l'Est canadien, et les Antilles.

Je suis tout à fait voué à l'idée que nous devons nous attaquer à ce problème, comme le disait habituellement le président Kennedy avec vigueur, et faire davantage pour donner plus de sens au grand nombre de paroles qui ont été prononcées. Je suis prêt à en donner l'assurance.

● (10.10 p.m.)

Je rejette énergiquement plusieurs des remarques que le professeur Fraser a faites lors de la conférence. Je n'ai pas assisté